



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS SYLVICOLES LIEES A L'ACCUEIL DU PUBLIC EN FORETS PUBLIQUES DU NORD (59), DU PAS-DE-CALAIS (62) ET DE LA SOMME (80)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2025-8505-01

***Marché réservé aux structures d'insertion par l'activité
économique mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail***

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet des travaux d'entretien et des travaux sylvicoles liés à l'accueil du public dans les forêts publiques (domaniales et autres forêts soumises) du Nord (59), du Pas de Calais (62) et de la Somme (80) de l'Agence Territoriale de Lille.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Seine-Nord
Agence de Lille
107 boulevard de la liberté
59 000 Lille

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Aude Tessier, Directrice de l'Agence de Lille de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2.	PERSONNE SIGNATAIRE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.4.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.5.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS.....	4
1.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	5
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
2.2.	PROCEDURE	6
2.3.	CLASSIFICATION CPV	6
3	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE	6
3.2.	DECOMPOSITION EN LOTS.....	6
3.3.	MODALITE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	9
3.4.	MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES	10
3.5.	MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	10
3.6.	SOUS-TRAITANCE.....	10
3.7.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	10
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE.....	10
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
5.1.	DISPOSITIONS GENERALES	11
5.2.	EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE	11
5.2.1	<i>Passation des commandes</i>	11
5.2.2	<i>Modification d'un bon de commande</i>	11
5.2.3	<i>Suspension d'un bon de commande</i>	12
5.2.4	<i>Résiliation d'un bon de commande</i>	12
5.3.	EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES	12
5.3.1.	<i>Dispositions générales relatives aux marchés subséquents</i>	12
5.3.2.	<i>Termes non couverts par l'accord-cadre</i>	12
5.3.3.	<i>Forme des marchés subséquents</i>	12
5.3.4.	<i>Durée - délais d'exécution des marchés subséquents</i>	12
a)	<i>Durée des marchés subséquents</i>	12
b)	<i>Délai d'exécution des marchés subséquents</i>	12
c)	<i>Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents</i>	12
5.3.5.	<i>Modalités de conclusion des marchés subséquents</i>	12
a)	<i>Engagement de la consultation</i>	12
b)	<i>Critères d'attribution des marchés subséquents</i>	13
c)	<i>Formalisme et attribution des marchés subséquents</i>	13
5.3.6.	<i>Modifications des marchés subséquents</i>	13
5.4.	MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS	13
6	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	13
6.1.	UNITE MONETAIRE	13
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX.....	13
6.2.1.	<i>Nature des prix</i>	13
6.2.2.	<i>Contenu des prix</i>	14
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX.....	14
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	14
6.4.1.	<i>Avance</i>	14
6.4.2.	<i>Acomptes</i>	14
6.4.3.	<i>Facturation</i>	14
6.4.4.	<i>Transmission des factures</i>	14
6.4.5.	<i>Paie ment des sous-traitants</i>	15

6.4.6.	<i>Délai global de paiement</i>	15
6.4.7.	<i>Nantissement ou cession de créance</i>	15
7	PENALITES	15
7.1.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	15
7.2.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	16
7.3.	NON-CONFORMITE DES TRAVAUX	16
8	DROIT, LANGUE	16
9	ASSURANCE	16
10	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	16
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS	17
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN	17
10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	17
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	17
11	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	17

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord / Agence Territoriale de Lille, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453.

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Aude Tessier, Directrice de l'agence territoriale de Lille de l'Office National des Forêts

1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est la directrice de l'agence agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 8500-24-DLG-STR-056 du 1er juillet 2024 accordée par la Directrice générale de l'O.N.F. aux directeurs d'agence.

Mélissa PEAN
Acheteuse Territoriale
Boulevard de Constance
77300 FONTAINEBLEAU
Tel : 06 15 65 85 25
Courriel : melissa.pean@onf.fr

1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est

Mélissa PEAN
Acheteuse Territoriale
Boulevard de Constance
77300 FONTAINEBLEAU
Tel : 06 15 65 85 25
Courriel : melissa.pean@onf.fr

1.5. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

Mélissa PEAN
Acheteuse Territoriale
Boulevard de Constance
77300 FONTAINEBLEAU
Tel : 06 15 65 85 25
Courriel : melissa.pean@onf.fr

Les personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre technique sont :

Lots 1 et 2 :

Responsable de l'Unité Territoriale Somme Côte d'Opale ; Yann BIENAIME
Maison forestière du Pont d'Aix, 1 rue de Montaigu 62360 Condette
Tél : 03 21 30 81 10 / 06 20 01 16 89
Courriel : yann.bienaim@onf.fr

Lots 3, 4, 5, 6, 7 et 8 :

Responsable de l'Unité Territoriale Flandre Hainaut : Monsieur Philippe MERLIN
40 rue de l'Abattoir 59590 Raismes
Tél : 03 27 30 35 70 / 06 71 68 26 66
Courriel : philippe.merlin@onf.fr

Lots 9 et 10 :

Responsable de l'Unité Territoriale Avesnois par intérim : Madame Alice VALOIS
Maison forestière de l'Opéra – Chaussée Brunehaut 59 530 Locquignol
Tél : 03 27 44 85 36 / 07 78 53 17 19
Courriel : alice.valois@onf.fr

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire au siège de la direction territoriale.

Olivier HELIAS
Agent comptable secondaire Seine-Nord
Boulevard de Constance
77300 Fontainebleau
Tél : 06 63 53 26 84
Courriel : olivier.helias@onf.fr

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet des travaux d'entretien et des travaux sylvicoles liés à l'accueil du public dans les forêts publiques (domaniales et autres forêts soumises) du Nord (59), du Pas de Calais (62) et de la Somme (80) de l'Agence Territoriale de Lille.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F - mai 2022.

2.2. Procédure

Il s'agit d'une procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes et à marchés subséquents multi-attributaire en application des articles L.2125-1 alinéa 1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 10 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrit ci-dessous :

- 10 lots exécutés à exécution mixte : lots n°1 à 10

LOT 1			Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêts domaniales de Desvres, Boulogne-sur-mer, Ecault, Hardelot et de la Côte d'Opale			55 000€
Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée			

LOT 2			Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêt domaniale d'Hesdin			13 200€
Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée			

LOT 3		Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêt domaniale de Nieppe		22 000€
Tâche 1	Tâche 4	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les sentiers	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation		

LOT 4		Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêt domaniale de Nieppe		8 800€
Tâche 2	Tâche 3	
Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	
La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée		

LOT 5				Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêts domaniales du Bois des Dames, d'Olhain et de Vimy				44 000€
Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3	Tâche 4	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	Entretien léger et broyage de la végétation sur les sentiers	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation Déchèterie pour le Bois des Dames : Bruay-la-buissière Déchèterie pour Olhain : Ruitz Déchèterie pour Vimy : Bruay-la-buissière La tâche 1 est la principale commandée et en majorité à Olhain et Vimy La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée				

LOT 6				Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêts domaniales de Raismes-Saint-Amand-Wallers, Flines-lez-Mortagne et Bonsecours				105 600€
Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3	Tâche 4	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	Entretien léger et broyage de la végétation sur les sentiers	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation La tâche 1 est la principale commandée et en majorité à Raismes-Saint Amand Wallers La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée				

LOT 7				Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêt domaniale de Marchiennes				22 000€
Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3	Tâche 4	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	Entretien léger et broyage de la végétation sur les sentiers	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée				

LOT 8				Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêt domaniale de Phalempin				23 100€
Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3	Tâche 4	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	Entretien léger et broyage de la végétation sur les sentiers	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée				

LOT 9				Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêts domaniales de Mormal et de Bois l'Evêque				92 400€
Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3	Tâche 4	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	Entretien léger et broyage de la végétation sur les sentiers	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée				

LOT 10				Montant Max € HT sur les 4 ans
Forêts domaniales de l'Abbé-Val-Joly et de Fourmies				23 100€
Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3	Tâche 4	
Ramassage et évacuation des déchets	Entretien léger et broyage de la végétation sur les aires d'accueil	Entretien des équipements (mobilier, signalétique)	Entretien léger et broyage de la végétation sur les sentiers	
Consignes particulières : sacs poubelle non fournis Mise en déchèterie comprise dans le prix de la prestation La tâche 3 est une prestation ponctuelle n'étant pas systématiquement commandée				

3.3. Modalité d'exécution de l'accord-cadre

Les lots 1 à 10 font l'objet d'une exécution mixte :

- Par bons de commande tant que les prestations à réaliser sont prévues au bordereau des prix unitaires ;
- Par remise en concurrence du (es) titulaire(s)
 - o Lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires.
 - o Lorsqu'en application de l'article 5.4 il y a nécessité de fixer de nouveaux prix.

Lors des remises en concurrence, les prix indiqués au bordereau des prix unitaires ne s'appliquent pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

3.4. Modalités d'attribution des bons de commandes

L'accord-cadre est multi-attributaire (2 titulaires maximum).

Dans le cadre des quantités maximales imparties, les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement.

Ils seront d'abord adressés au titulaire dont l'offre a été classée en première position tous critères confondus (offre la mieux disante), puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité de réaliser la prestation.

L'impossibilité d'intervenir est systématiquement tracée par écrit.

3.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les attributaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la mieux disante (lorsque deux critères d'attribution seront prévus ou ayant formulé l'offre la moins-disante (lorsque le seul critère d'attribution sera le prix)

Sur la base de prestations classiques simples, seul le prix pourrait être retenu et dans le cas de prestations plus complexes, la fourchette s'établirait selon la pondération suivante : Prix (entre 30% et 70%) Technique (entre 70% et 30%).

3.6. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

3.7. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique) ainsi qu'aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, le BPU (bordereau des prix unitaires) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF) et les clauses générales d'achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001 – version F – mai 2022 ;
- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,

- Le bordereau de prix unitaires joint aux marchés subséquents le cas échéant, un DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire)
- Le cadre de mémoire technique.

A noter, les clauses générales d'achat des prestations de services forestiers en forêt publique étant réputées connues par les opérateurs économiques, elles ne sont pas matériellement jointes au dossier de consultation. Néanmoins, elles sont disponibles sur le site internet : <https://www.onf.fr/produits-services/+640::cahier-national-des-prescriptions-des-travaux-et-services-forestiers-cnptsf.html>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Dispositions générales

Le présent accord-cadre prévoit deux types de commande :

- D'une part, par émission de bons de commande selon les dispositions prévues aux articles 3.3.1 et 5.2 ci-après,
- D'autre part, par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions définies des articles 3.3.2 et 5.3 ci-après.

5.2. Exécution par émission de bons de commande

5.2.1 Passation des commandes

Les commandes de prestations de services forestiers sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière en forêt publique.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de la proposition de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF contactera le titulaire afin de s'assurer de la bonne prise en compte de la commande. En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF retracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

L'agence se réserve le droit de demander la fourniture d'un devis en amont de la commande afin de s'assurer de la bonne définition du besoin ; la réalisation de devis est gratuite.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

5.2.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisation suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs

utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.2.3 Suspension d'un bon de commande

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2.2 des CGA.

5.2.4 Résiliation d'un bon de commande

Les modalités de résiliation d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

5.3. Exécution par remise en concurrence des titulaires

5.3.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés à l'article 3.3 ci-dessus.

5.3.2. Termes non couverts par l'accord-cadre

Le seul élément de l'accord-cadre pouvant être précisé par les marchés subséquents est le prix des prestations.

Néanmoins, si la procédure ouvre un marché subséquent avec des prestations nécessitant des moyens plus conséquents, alors les critères d'attribution seront le prix et la technique (se référer à l'article 3.5 de ce présent CCAP). Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

5.3.3. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuel ou à bons de commande.

5.3.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents

a) Durée des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

b) Délai d'exécution des marchés subséquents

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

Les modalités de computation des divers délais mentionnés à l'accord-cadre et aux marchés subséquents sont précisées à l'article 5.2.1 du présent CCAP.

c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

5.3.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents

a) Engagement de la consultation

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre *via* la plateforme de dématérialisation PLACE ou par messagerie électronique (mail).

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses

dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à 5 (cinq) jours calendaires, sauf cas d'urgence ou achat simple.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

b) Critères d'attribution des marchés subséquents

Le critère d'attribution des marchés subséquents est le prix. Néanmoins, si la procédure ouvre un marché subséquent avec des prestations nécessitant des moyens plus conséquents, alors les critères d'attributions seront le prix et la technique (se référer à l'article 3.5 de ce présent CCAP). Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

c) Formalisme et attribution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

Pour les commandes les plus simples, un bon de commande avec le numéro du marché subséquent formalisera l'attribution.

5.3.6. Modifications des marchés subséquents

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.4. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

6.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués à l'accord-cadre ou le cas échéant au marché subséquent.

6.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêts domaniales.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Avance

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de prestations d'exploitation forestière.

6.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.
Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : n° en 2025-8505-01
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : n° 2025-8505-01
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX

- Numéro d'identification :
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 01453.
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.5. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.4.6. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.
Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.7. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

7.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

7.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

7.3. Non-conformité des travaux

En cas de prestations non conformes, le titulaire sera invité à reprendre la prestation à ses frais dans le délai qu'il lui aura été indiqué par l'ONF.

En cas de non-respect du délai, le titulaire pourra se voir appliquer sans mise en demeure préalable une réfaction à hauteur desdites prestations sur le montant de sa facture liée à la commande.

En cas d'absence de réponses ou fautes répétitives du titulaire, ce dernier se verra appliquer une nouvelle pénalité et le risque d'avoir une suspension voire résiliation définitive de son contrat.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

9 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

11 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

L'ONF se réserve le droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général à n'importe quel moment et moyennant le versement d'une indemnité égale à 5% du montant des commandes en cours et non réalisables du fait de la résiliation.